

# COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

## *L'Utilité des deux Mondes.*

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 7 MAI, 1789.

[ No. 3.

### *Suite des Travaux du Congrès des Etats-Unis.*

Chambre des Représentans.

M. White.

**J**E crois qu'un examen profond de cette question seroit trop long ; il y a un grand nombre d'articles qui ne demandent aucune discussion, quant à ces articles, le système sera très-simple, et il pourroit toujours être le même ; mais pour la dernière motion, elle demande qu'on représente l'état de nos manufactures. C'est pourquoi, je désire que le comité s'occupe, de l'objet principal avant de commencer les autres."

M. Tucker (de la Caroline)

" Je pense qu'il est de la première importance, de consulter dans nos travaux la prospérité de nos constituans. La tranquillité de l'union dépend essentiellement des mesures que nous prendrons à notre début. Il faut donc user de la plus grande prudence, il me semble qu'il est très-hors de place de se presser si fort dans une affaire si importante. — Il est d'usage dans toutes les questions agitées, dans un comité, de demander quels sont les différens membres qui le composent. Celle que nous avons sous les yeux, les intéresse également tous. De tous les Etats au sud de la Virginie, je suis le seul représentant. Quelle que soit mon opinion particulière, sur la question du comité, je serois bien-aise avant de la déclarer, de me consulter avec les représentans immédiats des intérêts, qu'il est de mon devoir de supporter. Je crois que cet objet ne doit être considéré, pour le moment, que dans ses rapports temporaires, et qu'un examen plus sérieux devroit être remis à l'avenir. Je ne m'oppose point à

ce que l'on passe un bill qui impose un droit sur tous les articles qui ont été énumérés dans le resolve de 1783, tant que le sujet sera simple, qu'il n'entraînera point de difficultés, qu'on pourra agir avec sécurité, je ne m'y opposerai pas, parce que je fais que cette résolution donna alors une satisfaction universelle."

" Le droit général proposé en 1783, ne comprenoit qu'un petit nombre d'articles, il étoit de 5 par cent, il s'accordoit avec le résolution sous les yeux du comité. Je crois que tous ces articles ont été examinés avec attention. Quant à la motion de l'honorable membre qui demande une addition d'articles, elle demande une délibération mûre et approfondie, délibération qui ne peut se faire en peu de jours. — A ne considérer cette motion que dans ses rapports avec le trésor fédératif, je m'accorde avec l'honorable membre de New-York qui demande que cet expédient soit rendu temporaire. — Mais quant à l'article du tonnage, je crois qu'il doit être différé, parce qu'il est plus applicable à certains états qu'à d'autres — l'intérêt de certains états leur dicte d'imposer sur les navires étrangers, des droits qui aient le même effet qu'une prohibition totale, tandis qu'il est de l'intérêt de plusieurs autres, de chercher à accueillir les étrangers dans leurs ports ; or, si les droits de tonnage étoient lourds, ils nuiroient à leur exportation."

" Je ne puis m'empêcher de déclarer que si l'on s'occupe à présent du droit de tonnage, quelle qu'en soit la décision, elle ne recevra point mon suffrage ; au lieu que si cette question étoit différée, je pourrois l'agréer jusqu'à un certain point. D'ailleurs, je ne doute point que les états méridionaux ne fassent, au bien général, tous les sacrifices ; que les Etats de la

partie de l'est peuvent attendre.—Là où il règne une différence d'intérêts, on doit s'attendre à une différence d'opinions, or, j'ai lieu de croire que les membres de la partie de l'est, représenteront l'article du tonnage sous des couleurs plus avantageuses que mes collègues et moi."

M. Heartly (de la Pennsylvanie.)

"Ce sujet est très important, je m'aperçois que plusieurs membres n'en envisagent qu'un côté ; mais pour moi, je voudrais que l'on y donnât une base aussi étendue qu'il sera possible. Je conviens que les argumens de l'honorable membre de la Caroline ne sont pas sans force ; mais quel mal doit résulter de l'encouragement de nos manufactures ? les gouvernemens étrangers n'ont-ils pas jugé à propos de mettre des impôts sur certains articles, afin d'encourager leurs manufactures ? les membres semblent s'arrêter à une certaine époque, qu'ils recommandent comme un point d'appui propre à nous guider dans cette circonstance. Mais on fait, il est généralement reconnu que l'état de nos manufactures est grandement changé ; elles étoient alors dépourvues de tout, elles ont depuis été alimentées par les matériaux, et par les artisans de tous les genres. La saine politique nous invite à favoriser nos manufactures, et nos productions, par tous les moyens possibles. Voilà ce qu'ont fait tous les gouvernemens. Mais avant d'envisager aucun article séparément, il me semble qu'on devrait avoir un tableau de nos manufactures, et cela demande du temps."

M. Madison.

"D'après ce qui a été dit, il me semble que cette question doit être examinée sous plus de rapports que je ne l'avois d'abord imaginé, mon dessein en la faisant, étoit de la rendre utile au fisc, d'en faire un expédient temporaire ; mais il paroît que l'on a trouvé autant d'objections contre mon plan, que contre la confiance qu'on avoit mise dans les ressources qui ont été proposées, comme amendemens, par les honorables membres. Quelque disposé que soit le comité à encourager nos manufactures, on ne peut certainement pas se dissimuler la nécessité de se soumettre à la politique présente, et je crois que si nous pouvions nous contenter pour le moment, d'expédients partiels, on trouveroit ce plan plus avantageux qu'on ne se l'imaginait d'abord."

"La principale raison qui me fait combattre l'idée d'entrer, pour le moment, dans la discussion d'un système

complet, est que pendant qu'il existe les raisons les plus puissantes pour nous engager à suppléer au déficit du trésor fédératif, on laissera échapper la moisson qui doit résulter des importations du printemps, si le sujet reste long temps en agitation, les expéditions de la saison seront prévenues, et nous perdrons plus que si nous avions imposé des droits sur tous les articles."

"Je sens tout le poids des argumens de l'honorable membre de la Caroline, sans doute on doit avoir égard aux différens intérêts des différens états ; mais il est encore plus nécessaire de borner notre attention, pour le moment, aux objets qui doivent produire le bien général de l'union. On ne doit jamais oublier que l'on doit protéger l'intérêt national, aussi bien que le local. Le système d'impôts, que nous avons sous les yeux, porte sur une base de sacrifices mutuels. Tous les membres de la chambre sentent également la nécessité de faire de légers sacrifices au bien général. Cette considération acquiert de nouvelles forces, quand nous envisageons que les états qui ont le plus de sacrifices à faire sont ceux qui ont le plus de besoin de la protection nationale ; mais il est juste qu'on ait aussi, égard aux intérêts des états qui sont les plus avancés dans leurs manufactures, d'autant plus qu'ils se sont privés, dans le système de la nouvelle constitution, du pouvoir de les protéger eux-mêmes. Par là ils ont montré leur confiance dans le gouvernement des Etats-Unis, ils ont droit d'espérer qu'il considérera leur situation.—Il me paroît que si l'on approfondit d'avantage cette question, il s'en trouvera une infinité d'autres qui demanderont la même attention, attention que ne peut donner le comité à l'heure qu'il est. D'un autre côté, le système partiel entraîne des inconvéniens. Soit que l'on envisage cette question comme temporaire, soit qu'on l'envisage comme permanente, mes sentimens portent sur la même base,—je soutiens que toutes les entraves de commerce, sont aussi injustes qu'impolitiques—je crois que si l'on affranchissoit le travail et l'industrie, l'un et l'autre prendroient leurs cours, l'un et l'autre atteindroient leur but. Ces restrictions ne sont pas plus avantageuses au gros de la nation qu'elles ne le sont aux particuliers. Personne ne pourroit trouver son avantage dans une loi qui obligerait chaque individu à se procurer par lui-même, tous les articles qui sont fabriqués dans les manufactures. Il ne pourroit être avantageux à un cordonnier



d'être obligé de faire se propres habits, ni à un tailleur de faire ses souliers ; mais l'un et l'autre trouveroient leur avantage réciproque dans un échange de services, et de secours mutuels. Ce qui peut s'appliquer ici à une *société*, peut aussi s'appliquer à deux nations. L'agriculture doit être regardée comme le grand *entre-pôt* [staple] de l'Amerique, son encouragement naît de son travail et de son sol si aisé à se procurer. Le bas prix des terres nous donne, à cet égard, de grands avantages sur les autres pays, s'il est juste qu'il devroit être permis aux individus de diriger leur industrie vers les objets qui leur sont les plus avantageux."

" Je m'accorde avec l'honorable membre, qui pense que l'on doit faire des additions aux articles énumérés dans le *résumé* qui fait l'objet de ces débats, en ce qu'il y a des exceptions qui demandent notre attention par elles-mêmes. Les raisons qu'il donne pour distinguer, sur l'article du tonnage, les nations qui ont fait des traités avec nous de celles qui n'en ont pas fait, sont fondées sur une politique juste."

[Comme MM. Fitzsimons, et Boudinot, commencèrent à parler, ils furent interrompus par M. Lee qui fit la motion d'ajourner, et la chambre s'ajourna.]

## VENDREDI.

La chambre s'assembla, et s'ajourna sans entrer en matières.

## SAMEDI.

La chambre s'assembla suivant l'ajournement.

M. Smith présenta une pétition au nom des artisans, manufacturiers et autres de la ville de Baltimore, laquelle fut renvoyée au comité composé de toute la chambre.

Alors la chambre se forma en comité, M. Page orateur.

Quand l'ordre du jour fut demandé.

M. Goodhue fit la motion qu'il fût fait une addition à la liste des articles énumérés dans le *résumé*. Les articles qu'il proposa sont ancras, cardes à laine, fer-blanc fabriqué, citrons. Cette addition fut reçue.

M. Parker se leva, et fit la motion qu'un comité choisi fût nommé pour prendre l'affaire importante du système de revenu en considération ; qu'il préparât un bill et en fit le rapport.

L'orateur observa alors que cette motion n'étoit pas en ordre ; parce que toute la chambre étoit en

comité ; il avoit été débattu si le comité se dissolvoit, et si l'orateur reprendroit sa place.

Alors l'honorable membre changea sa motion en amendement, et il proposa que le comité, fit rapport, se levât, que l'orateur reprit sa place, et qu'alors, le comité en question fût choisi. Ce membre appuya sa motion par un discours très-long ; mais il parloit si bas qu'il étoit impossible de l'entendre assez distinctement pour pouvoir lier son discours. M. Boudinot combattit l'idée de M. Parker, il étoit en faveur d'un système immédiat, mais temporaire, attendu que la rédaction d'un plan permanent demandoit des recherches qui entraînoient beaucoup de détails variés, que le présent objet ne pouvoit admettre. Il seroit nécessaire, continua-t-il, de rassembler des lumières de plusieurs sources différentes, savoir, l'exportation, et l'importation actuelle des différens états.—Le produit des impôts dans les gouvernemens respectifs.—Des communications de la partie mercantile de toute l'union. M. B. ajouta que sans les lumières qu'on devoit attendre de cette dernière source, il étoit évident qu'on seroit sujet à une infinité d'erreurs très-conséquentes.

Un système permanent, continua-t-il, nous fait sentir la nécessité d'établir une forme de perception ; il en resultera des longueurs.

Pour obvier à ces difficultés, l'honorable membre proposa que l'on adoptât un système temporaire, et que quant à la forme de perception, elle pourroit être la même que celle qui existe dans les différens états ; et que les Etats où il n'y en avoit point eu, admettroient celles de leurs voisins.

Le Col. Bland se leva, ensuite, il s'opposa aussi au plan de M. Parker, parce qu'il entraînoit l'idée d'un système permanent. C'est pourquoi, il proposa que l'honorable membre retirât [*should withdraw*] sa motion et, qu'alors, il présenteroit une résolution qui, à son avis, se trouveroit plus expéditive ; cette résolution étoit, qu'il seroit décidé, si le système devoit être temporaire ou permanent. Il me semble continua le Col. qu'une résolution préalable en ce genre, satisferoit le comité, qui pourroit alors se préparer à remplir les espaces.

M. Parker ne jugea pas à propos de retirer sa motion.

[Ces débats sont continués à la page 21.]

*Continuation du Rapport de M. Necker.*

QUE les ministres de la religion ne voient donc dans le nombre des représentans du tiers-état, aux Etats-Généraux, que les représentans, les indicateurs des besoins multipliés d'un grand peuple, que la noblesse, à l'aspect de ces nombreux députés des communes, se rappelle avec satisfaction et avec gloire, qu'elle doit aux vertus et aux exploits de ses ancêtres, d'avoir sur les intérêts généraux de la nation, une influence égale aux députés, de tout un royaume. Que ces députés, à leur tour, ne pensent jamais que ce soit par le nombre, ni par aucun moyen de contrainte ; mais par la persuasion par l'éloquence de la vérité, qu'ils peuvent obtenir le redressement des griefs de leurs constituans ; mais très-certainement, Sire, les communes de votre royaume n'ont aucune autre idée, et c'est à votre protection, c'est à l'appui de votre justice qu'elles se confient principalement. Leurs sentimens sont manifestés dans les supplications innombrables qu'elles ont adressées à votre Majesté, et qui contiennent toutes la profession la plus expressive d'un dévouement sans bornes, et à votre Majesté, et au secours de l'état. Il faut croire à ce sentiment national qui honore le règne de votre Majesté, et qui consacre ses vertus et l'amour de ses peuples.

Ah ! que de toutes parts ; on veuille enfin arriver au port ! qu'on ne rende plus les efforts de votre Majesté inutiles, par un esprit de discorde ! et que chacun fasse un léger sacrifice pour l'amour du bien ! votre Majesté peut l'attendre avec confiance de l'ordre de son clergé : c'est à lui d'inspirer par tout l'amour de la paix ; c'est à lui de croire aux vertus de son Roi et d'en pénétrer ceux qui l'écoutent. C'est à l'ordre de la noblesse de ne pas se livrer à des alarmes chimériques, et de soutenir les efforts généreux de votre Majesté, au moment où elle est uniquement occupée d'assurer le bonheur générale, au moment où elle voudroit appeler tous les esprits et tous les cœurs à seconder ses vues bienfaisantes. Ah ! sire, encore un peu de temps et tout sera bien ; vous ne direz pas toujours, je l'espère, ce que je vous ai entendu prononcer en parlant des affaires publiques, "Je n'ai eu," disiez-vous, "je n'ai eu, depuis quelques années, que des instans de bonheur ;" touchantes paroles, quand elles sont l'expression d'un cœur sincère, et des sentimens d'un Roi si digne d'être aimé ! vous le retrouverez ce bonheur, sire, vous en jouirez, vous commandez à une nation que fait

aimer, et que des nouveautés politiques, aux quelles elle n'est pas faite, distraient pour un temps de son caractère naturel ; mais fixée par vos bienfaits, et affermie dans sa confiance, par la pureté de vos intentions, elle ne pensera plus ensuite, qu'à jouir de l'ordre heureux et constant, dont elle vous sera redevable. Elle ne fait pas encore, cette nation reconnoissante, tout ce que vous avez dessein de faire pour son bonheur. Vous l'avez dit, sire, aux ministres qui sont honorés de votre confiance, non seulement, vous voulez ratifier la promesse que vous avez faite de ne mettre aucun nouvel impôt sans le consentement des Etats-Généraux de votre royaume, mais vous voulez encore n'en proroger aucun sans cette condition : vous voulez de plus, assurer le retour successif des Etats-Généraux, en les consultant sur l'intervalle qu'il faudroit mettre entre l'époque de leur convocation, et en écoutant favorablement, les représentations qui vous seront faites, pour donner à ces dispositions, une stabilité durable. Votre Majesté veut encore prévenir de la manière la plus efficace, le désordre que l'inconduite, ou l'incapacité de ses ministres pourroient introduire dans les finances. (\*) Vous vous proposez, sire, de concerter avec les Etats-Généraux les moyens les plus propres à vous faire atteindre à ce but ; et dans le nombre des dépenses dont vous assurez la fixité, vous ne voulez pas même, sire, distinguer celles que qui tiennent plus particulièrement à votre personne. Ah ! que sont ces dépenses pour le bonheur ai-je entendu dire à votre Majesté, et en effet, chacun le fait, votre Majesté a préféré, elles même plusieurs réductions très-importantes, dans cette partie de ses finances, et elle

(\*) Ces paroles mémorables adressées au monarque par ses ministres, et sanctionnées de l'approbation la plus auguste, doivent tranquiliser tous les François. On ne verra plus d'insensés bouleverser comme *Law*, par des systèmes funestes, un pays riche et florissant, s'enfuir ensuite, hors du royaume, et se condamner à traîner dans une retraite obscure, une carrière odieuse. On ne verra plus de ces hommes superficiels et légers, qui, ignorant tout, et ne doutant de rien, parviennent par des prestiges, se soutiennent par l'intrigue, et répondent également, par la fuite, quand ils sont interpellés de rendre compte de leur gestion, on ne verra plus de ces administrateurs semillans et subtils chez qui l'âge auroit dû émousser les desirs fougueux de la jeunesse, conserver en devenant des barbons, toute l'inconscience s'ils n'ont pas l'impétuosité de leurs passions. Enfin, on ne verra plus de . . . . .



elle veut qu'on lui propose encore les économies, dont les mêmes objets seront susceptibles.

Votre Majesté portant ses regards sur toutes les dispositions qui peuvent concourir au bonheur public se propose aussi d'aller au-devant du vœu de ses sujets, invitant les Etats-Généraux à examiner eux-mêmes, la grande question, qui s'est élevée contre les *lettres de cachet*, afin que votre Majesté, par le concours de leurs lumières, connoisse parfaitement quelle règle doit être observée, dans cette partie de l'administration : Vous ne souhaitez, sire, que le maintien de l'ordre, et vous voulez abandonner à la loi, tout ce qu'elle peut exécuter.

C'est par les mêmes principes que votre Majesté est impatiente de recevoir les avis des Etats-Généraux sur la mesure de liberté qu'il convient d'accorder à la presse, et à la publicité des ouvrages relatifs à l'administration, au gouvernement ou à tout autre objet public.

Enfin, sire, vous préférerez avec raison, aux conseils passagers de vos ministres, les délibérations durables des Etats-Généraux de votre royaume, et quand vous aurez éprouvé leur sagesse, vous ne craindrez plus de leur donner une stabilité qui puisse produire la confiance et les mettre à l'abri des sentimens des Rois, vos successeurs.

Vous avez encore d'autres vues pour le bonheur de vos sujets, ou plutôt, sire, vous n'avez que cette seule vue, sous différentes modifications, et c'est sur-tout, par ce genre de rapport avec vos peuples, que votre autorité vous est chère. Eh ! comment n'en connoîtriez-vous le prix dans ce moment, où vous en répandez l'influence, non seulement pour la félicité des sujets qui vous ont été confiés, mais pour l'avantage encore de toutes les générations futures ! Ce sont vos sentimens, sire, que j'ai essayé d'exprimer ; ils deviennent un nouveau lien entre votre Majesté et l'auguste princesse qui partage vos peines et votre gloire. Je n'oublierai jamais qu'elle me disoit, il y a peu de temps. " Le Roi ne se refusera point aux sacrifices qui pourront assurer le bonheur public ; nos enfans penseront de même s'ils sont sages, et s'ils ne l'étoient pas, le Roi auroit rempli un devoir en leur imposant quelque gêne."

Belles et louables paroles, que je priai S. M. avec émotion, de me permettre de retenir.

Sire, je n'ai point de doute sur la destinée de la

France, ni sur sa puissance au dehors, si par un juste partage des sentimens qui vous animent, on s'empresse à faire servir la circonstance actuelle au rétablissement de l'harmonie intérieure, et à la construction d'un édifice inébranlable de bonheur et de prospérité.

Vous avez encore, Sire, le grand projet de donner des états provinciaux au sein des Etats-Généraux, et de former un lien général entre l'administration particulière de chaque province et la législation générale. Les députés de chaque partie du royaume, concerteront le plan le plus convenable, et votre Majesté est disposée à y donner son assentiment, si elle la trouve combinée d'une manière sage, et propre à faire le bien sans discorde et sans embarras.

Votre Majesté, une fois contente du zèle et de la marche régulière de ces états, et leurs pouvoirs étant bien définis, rien n'empêcherait V. M. de leur donner des témoignages de confiance fort étendus, et de diminuer autant qu'il est possible les détails de l'administration première.

[ La suite à l'ordinaire prochain. ]

### *Continuation des Travaux du Congrès.*

M. Madison étoit opposé à la motion de M. Parker. Il allegua que comme le comité avoit déjà fait quelques progrès dans l'examen de cette question, et que l'objet principal des débats étoit de déterminer le résultat d'un système temporaire ou permanent, il lui sembloit que si l'on renvoyoit cette affaire à un comité particulier, cette question ne pouvoit éprouver que des retards au-lieu d'expédition ; d'autant plus que l'on pouvoit alors faire avec aisance toutes les recherches qu'il seroit nécessaire, après que le comité auroit présenté un bill à l'inspection de la chambre. En conséquence M. M. étoit opposé à la dissolution du comité.

Plusieurs autres membres parlèrent ; mais d'après une division de la chambre, cette question passa négativement.

Alors on agita la question du Col. Bland concernant le sentiment du comité, si le système devoit être temporaire ou permanent.

M. Thatcher, observa qu'il étoit difficile de déterminer la durée d'un système avec exactitude avant qu'il fût formé, quand il sera fini, ajouta-t-il, la chambre pourra décider si son opération doit être longue ou

courte, s'il parût bon, personne ne désirera qu'il ne soit que temporaire, et si les effets n'en étoient point salutaires, il n'y a point de terme qui puisse en prolonger l'existence au-delà de l'expérience de ses bons effets. M. T. étoit d'avis qu'on laissât la *fixité* du terme à une considération future.

M. Boudinot étoit en faveur de la résolution temporaire du Col. Bland ; parce que si un sentiment contraire l'emportoit, le bill à former pour cet effet, en demanderoit un autre pour la perception des impôts et un autre sur un système judiciaire continental. Cet objet est si important, dit M. B. sa décision demandera tant de temps que nous ne pourrons plus espérer de cette mesure, les avantages que nous nous en étions promis ; au lieu que cette question pourroit être décidée en deux ou trois jours.

MM. Madison, Lee, et plusieurs autres parlèrent sur cette question qui, à la fin, fut abandonnée.

Alors M. Madison présenta la motion suivante. " Que le sentiment de ce comité est, qu'il soit nommé un comité de la chambre pour préparer et rédiger un bill pour régler la perception des droits, impôts et tonnage dans les Etats-unis." Cette motion fut reçue.

La motion de M. Lee, de remplir les espaces laissés en blanc, aux articles énumérés dans la première résolution fut aussi reçue.

M. Madison proposa qu'il fût mis 15 90èmes. de piast. sur le rum.

M. Sherman proposa, comme amendement, 15 sols [*de France*] un autre membre proposa 10 sols ; mais avant que l'ordre fut demandé, le comité proposé par M. Madison étoit nommé, il consistoit d'un membre de chaque état.

Le comité fut ajourné jusqu'au Lundi à 11 heures.

Du LUNDI, 13 Avril 1789.

La chambre s'assembla d'après l'ajournement.

M. Burke présenta une pétition des constructeurs de navires de la Caroline méridionale, suppliant le Congrès de vouloir bien s'occuper de leur situation ; et qu'il fût passé un acte de navigation, en faveur des batimens américains. Cette pétition fut renvoyée à un comité de toute la chambre ; après quoi la chambre ajourna.

Du MARDI, 14 Avril 1789.

La chambre assemblée d'après l'ajournement.

Il fut lu, pour la première fois, un bill à l'effet de

régler la manière de prêter le serment prescrit par la constitution.

L'ordre du jour étant demandé, la chambre se forma en comité.

M. Page, orateur.

M. Lawrence proposa qu'il fût substitué, dans la première résolution, à l'article rum, *esprit brulant, esprit de la Jamaïque*, ce fut ensuite changé en *esprits distillés, esprit de la Jamaïque* [*distilled spirits, Jamaica proof.*]

M. Bland, après avoir recommandé le système temporaire comme le meilleur, appuya ses argumens, en faisant connoître combien il seroit imprudent de taxer plusieurs articles du *resolve*, lesquels étoient nécessaires pour la fabrique de plusieurs outils, dont nos artisans font usage. Afin de mettre le Congrès à portée de distinguer ces articles avec précision ; et de former un système complet et permanent, il introduisit la motion suivante. " Que le Congrès passât une loi qui établît et autorisât la perception des droits et impôts dans les Etats-unis conformément aux différentes lois des différens états ; et que les collecteurs soient sujets aux mêmes réglemens et aux mêmes peines. Le comité s'ajourna.

M. Floyd observa que le sujet se partageoit, de lui-même, en deux parties. Tous les articles en général, et les articles spécifiés. La dernière, continuait-il, est trop nombreuse pour qu'on s'en occupe collectivement. Il s'agit de savoir comment on pourra les distinguer ; je proposerois donc, afin d'avancer l'affaire, que chaque article fût examiné et déterminé ; si le comité est de mon sentiment, ne seroit-il pas avantageux que chaque article fût taxé séparément ? il seroit fait une distinction juste, et ce sujet seroit bientôt déterminé.

M. Boudinot seconda la motion de M. Bland.

M. Madison s'y opposa, parce qu'elle n'étoit pas en ordre.

Le Col. Bland observa que le système présent du comité, système durable, exposeroit vraisemblablement, les états à une perte de deux ou trois cent mille *pounds*. L'orateur observa que la motion n'étoit pas en ordre, M. Bland l'abandonna.

M. Lawrence proposa qu'il fût imposé 12 sols sur le rum de la Jamaïque : il observa que des droits légers se percevroient bien plus aisément, qu'il avoit été prouvé que les droits considérables avoient excité la



contrebande, qu'ils avoient nécessité une forme de perception plus rigoureuse, dont les frais étoient en proportion, et qu'ils diminuoient le produit du revenu, au dessous du produit de droits modérés.

M. Fitzsimons étoit en faveur de 15 sols.

M. Madison en proposa 10.

M. Boudinot 15—

Ce qui fut agréé, et il fut voté 12 sols par gal. sur toutes les autres liqueurs spiritueuses. Sur la mélasse, M. Lawrence proposa 2 sols per gal.

M. Parker fit quelques observations, qui ne purent pas être entendues distinctement.

M. Lawrence observa qu'un droit de deux sols étoit assez, en proportion du premier coût, des idées prévenues sur le droit de cet article, et sa qualité de matière première, la base d'une branche étendue de manufactures.

M. Madison dit qu'il étoit toujours en faveur de 8 sols par gal. il fit quelques allusions aux effets funestes qui résultent de l'usage des liqueurs spiritueuses. Il reprouva l'idée d'un *draw back* comme ouvrant une porte à toute sorte de fraude.

[La suite à l'ordinaire prochain.]

#### *Lettre d'un Voyageur sur les Etats-Généraux.*

Les lettres de Paris annoncent que les effets publics ont repris la plus haute faveur, & que l'accession du tiers-état, en nombre égal, à l'assemblée des Etats-Généraux, a fait un effet si prodigieux sur tous les habitans de cette capitale, qu'il n'y a pas un *citoyen* qui ne soit prêt à donner la dernière goutte de son sang pour son roi & pour sa patrie. Cet enthousiasme généreux, que la chose publique seule peut inspirer, va se communiquer d'une extrémité du royaume à l'autre. Tous les François vont, désormais, être des citoyens.

L'apathie dans laquelle étoit absorbé le troisième ordre, sembloit avoir engourdi toutes ses facultés. Personne, en France, ne pensoit qu'à son intérêt personnel; les vertus chrétiennes du premier ordre étoient étouffées par l'orgueil pontifical, qui n'admet point d'égaux. L'honneur, qui est si puissant sur la noblesse, ne connoissoit que les hasards de la guerre, & les devoirs principaux de gentilhomme sembloient se borner à servir la patrie les armes à la main. Les membres de la troisième classe, découragés par les dédains des deux premières, ne s'occupoient que de leurs intérêts particuliers, & ne cherchoient à acquérir des richesses

que pour se dérober, dès qu'ils le pouvoient, à la honte & au mépris dont ils étoient les objets. De-là toutes les erreurs, qui, pendant si long-tems, ont empêché la France de devenir ce qu'elle pouvoit être.

En proie à des préjugés désastreux, le prélat, le baron, le magistrat, se regardoient, d'abord, comme membres du corps dans lequel ils étoient nés, ou auquel ils s'étoient aggrégés. Les distinctions ne seront pas détruites, mais elles ne seront plus nuisibles à l'état. La première vertu d'un prélat sera d'être citoyen; ce sera le plus beau titre d'honneur du gentilhomme. Le seul but de l'ambition du négociant, du bourgeois, du cultivateur, sera de chercher à devenir un des représentans du tiers. On ne verra plus dans le peuple cet accablement cette abnégation de soi-même, qui tient à l'esclavage, que les préjugés avoient fait naître, & que S. M. vient de détruire.

#### *De BOSTON, le 7 Mai.*

\* \* L'événement de la nouvelle constitution a fait naître une foule d'écrits, dont cette feuille ne pourroit pas même donner les titres, parce que le nombre en est trop grand, qu'on ne peut s'étendre, sur tous les sujets qu'ils traitent; et que lorsque l'on a laissé passer huit jours, il est trop tard pour en parler; alors il en a paru sinon de plus intéressans, au moins de plus nouveaux. Au reste, il ne s'y passe rien, que ce qui peut intéresser les Américains d'état à état. Les opérations du commerce même sont suspendues dans ce moment. Tous les états attendent avec la même impatience le résultat des travaux du Congrès.

#### BUREAU NAVAL.

##### *Arrivées.*

Le navire Speedwell,	Cap. Brown, de la Grénade.
Le sloop Edmund,	Stone, la Guadeloupe.
Le sloop Sally,	Luce, la Virginie.
Le brigantin Maria,	Dagget, Philadelphie.
Le navire Mary,	Bernard, Londres.
Le brigantin Pomona,	Lurvey, Surinam.
Le sloop Jane et Nancy,	McElroy, Demerari.

##### *Départs.*

Le brigantin Betsey,	Wales, pour Baltimore.
La goelette Greyhound,	Thomas, l'Afrique.
Le Brigantin Lisbon-Packet,	Rob, Lisbonne.
Le sloop Phenix,	Loring, Philadelphie.
Le sloop Maria,	Dagget, Philadelphie.
Le sloop Bilbao,	Parsons, Gottenburgh.
La goelette Ranger,	Dagget, Madère.
Le brigantin Dedalus,	Crocker, Baltimore.
Le navire Perseverance,	Leach, Alicant.

☞ Nous donnerons le discours du Président des Etats-unis à l'ordinaire prochain.

**Prix Courans—Prix des Fonds publics—et  
état du change entre Boston et les principales  
villes commercantes de l'Europe.**

Les prix annexés aux articles ci-dessous sont  
en chelins. Le chélin, ou fol de Boston, vaut 12 déni-  
ers, le dénier vaut 6 liards de France.

**IMPORTATION.**

Par Livre.		Par Pipe.	
<b>C</b> AFE	1s. 4d.	Vin de Madère	40 à 80s.
Cloux de Girofle	12s.	— de Lisbonne	30 à 32s.
Corinthes	1s.	Vin de Bourdeaux,	} 3s.
Coton	1s. 6d.	par barrique	
Indigode St. Domingue	6s.		
Noix de Muscade	40s.		
Peaux de Bœuf	3s. 2d.		
Piment	1s.		
Poivre	2s.		
Thé	10s. à 18s.	<b>A</b> NCRES	5s. 6d.
		Amidon	6d. à 1s.
		Blanc de Baleine raffiné	2s. 6d.
		Beurre	6d.
Congo	6s.	Cire d'Abeilles	1s. 6d.
		Chanvre du Pays	6d.
		Chandelles de blanc	} 2s. 6d.
Bohea	1s. 6d.	de Baleine	
		do. de Suif, moulées	6d.
		Chocolat	10d.
		Ginseng	2s. 6d.
		Indigode la Caroline	3s. à 6s.
		Jambons	6d.
		Lin	6d.
		Castor	5 à 10s.
		Loutre	15 à 30s.
		Renards	5s. à 7s. 6d.
		Ours	10 à 18s.
		Plumes	1s. 2d.
		Poudre à Canon	1s. 6d.
		do. à Giboyer	2s.
		Savon	6d.
		Suif	5d.
		Sain-doux ou mantegre	6d.
		Sucre royal	1s. 6d.
		do. en Pain	10d.
		Par Quintal de 100lb.	
		James River	30s.
		Rappahannock	30s.
		Maryland, jaune	30s.
		do. noir	30s.
		Caroline	24s.

**EXPORTATION.**

Par Livre.

Par Quintal of 112lb.

Cordage	54s.	de	Lin	4s.
Morue	14s.		Spermaceti	3s. 4.
Pain d'Equipage 20 à 21s.			Baleine	2s.
do. dit de Pilote	24s.		Morue	1s. 10d.
Riz de la Caroline	21s.			

Par Tonneau.

Acier	50s.	de	Pipe	10s.
Fer, coulé	22s.		Boucauts ou barriq.	6s.
do. en verges	24s.		Barils	3s.
Potasse	30s.		Feuillards de 1200 brins	3s.
Pearl-asse	32s.			

Par Baril.

Bœuf	40s.	Le quintal de ce pays est le même que celui d'An- gleterre, & correspond à 91lb. poid de France & d'Hollande.—Le tonneau est estimé 20 quintaux de 112lb.	
Brai	15s.		
Farine	34s.		
do. Fine pt. net	96lb.		
do. Commune	32s.	Le bushel est le même que celui d'Angleterre, & contient 8 gallons, dont deux font à peu près une velte de Bourdeaux.	
do. Mahi	16s.		
Goudron	10s.		
Poix	15s.		
Pore de 218lb. net	60s.		
Réline	10s.		
		Par Bushel.	
Avoine	1s. 6d.		
Bled noir	2s. 6d.		
do. de Turquie ou Mahi	6s.		
Froment	4s. 6d.		
Graine de Lin	4s. 6d.		

**EFFETS PUBLICS.**

Comptes arrêtés [final settlements]	4s. 8d.	pour 20 shillings.
Certificats du bureau d'emprunt	4s. 8d.	
Coupons d'intérêts	3s. 4d.	
Ordres sur l'impôt et l'accise	16s.	
Notes de l'armée	6s. 4d.	
Ordres en argent	10s.	
Ordres du No. 2 et du No. 3	3s. 8d.	
Papier-monoye de la nouvelle émission du Massachusetts, — 6 pour 1.		

Cours du Change.

Sur Londres, à 30 J. d'us. 5 par cent au dessus du pair.	
Sur do. à 60 do. 4 do.	
Sur do. à 90 do. 3 do.	
Sur Amsterdam, à 60 do. au pair.	

**A BOSTON**, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53,  
où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON,  
chez M. Hall; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing; à New-York, chez M. Thomas  
Greenleaf, et John Fenno; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey; et chez les prin-  
cipaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir,  
de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer  
dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.